

Rapport financier 2014

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Michel

Code géographique : 68050

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Caroline Provost, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-Michel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date

2015-05-26

Signature

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Saint-Michel, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état des résultats, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Saint-Michel au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Saint-Michel inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Michel Beaulieu, CPA auditeur, CA
Napierville (Québec)

DATE 2015-05-26

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
1 Taxes	2 923 767	2 845 851		2 845 851	2 668 294
2 Compensations tenant lieu de taxes	12 500	12 482		12 482	12 773
3 Quotes-parts					
4 Transferts	41 500	209 222		209 222	232 826
5 Services rendus	32 000	65 556		65 556	62 703
6 Imposition de droits	96 000	156 822		156 822	196 612
7 Amendes et pénalités	10 000	14 449		14 449	18 253
8 Intérêts	12 000	42 552		42 552	30 313
9 Autres revenus	48 250	124 827		124 827	158 404
10	3 176 017	3 471 761		3 471 761	3 380 178
Investissement					
11 Taxes					
12 Quotes-parts					
13 Transferts		3 943 589		3 943 589	792 815
14 Autres revenus					
15 Contributions des promoteurs		11 115		11 115	9 345
16 Autres					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales					
17		3 954 704		3 954 704	802 160
18	3 176 017	7 426 465		7 426 465	4 182 338
Charges					
19 Administration générale	499 103	517 124	15 944	533 068	453 353
20 Sécurité publique	580 924	590 184	44 747	634 931	678 286
21 Transport	601 727	531 806	96 675	628 481	580 393
22 Hygiène du milieu	552 849	495 581	2 765	498 346	358 451
23 Santé et bien-être	3 382	3 382		3 382	
24 Aménagement, urbanisme et développement	200 898	199 028	4 416	203 444	234 919
25 Loisirs et culture	270 032	305 934	45 471	351 405	344 974
26 Réseau d'électricité	154 695	372 284		372 284	3 013
27 Frais de financement	191 053	210 018	(210 018)		
28 Amortissement des immobilisations	3 054 663	3 225 341		3 225 341	2 653 389
29	121 354	4 201 124		4 201 124	1 528 949
30					
Excédent (déficit) de l'exercice					

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	121 354	4 201 124	1 528 949
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 3 954 704 ) (	) ( 802 160)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	121 354	246 420	726 789
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	191 053	210 018	191 053
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7		2 362	
	8	191 053	212 380	191 053
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		187 175	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	24 291 ) (	12 091 ) (	13 059)
	18	(24 291)	175 084	(13 059)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	616 521 ) (	1 032 520 ) (	777 617)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	328 405	328 405	561 000
Réserves financières et fonds réservés	22		(201 885)	(15 600)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		130 080	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(288 116)	(775 920)	(232 217)
	26	(121 354)	(388 456)	(54 223)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		(142 036)	672 566

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		3 954 704	802 160
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	226 939)	249 982)	13 951)
Sécurité publique	3 (	23 639)	70 753)	801 511)
Transport	4 (	478 119)	578 871)	58 337)
Hygiène du milieu	5 (	)	113 506)	1 407 896)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	1 632))
Loisirs et culture	8 (	52 824)	75 685)	52 934)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	781 521)	1 090 429)	2 334 629)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()))
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		10 892 463	
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	616 521	1 032 520	777 617
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17	165 000	165 000	
	18	781 521	1 197 520	777 617
	19		10 999 554	(1 557 012)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		14 954 258	(754 852)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	666 226	696 590	667 042
Charges sociales	2	138 243	139 564	131 430
Biens et services	3	965 536	1 286 824	1 146 540
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	154 695	272 711	2 157
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8		99 573	856
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	130 225	130 225	120 405
Autres	10	415 306	31 114	44 805
Autres organismes	11	393 379	358 722	349 101
Amortissement des immobilisations	12	191 053	210 018	191 053
Autres				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	3 054 663	3 225 341	2 653 389

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	2 923 767	2 845 851	2 668 294
Compensations tenant lieu de taxes	2	12 500	12 482	12 773
Quotes-parts	3			
Transferts	4	41 500	4 152 811	1 025 641
Services rendus	5	32 000	65 556	62 703
Imposition de droits	6	96 000	156 822	196 612
Amendes et pénalités	7	10 000	14 449	18 253
Intérêts	8	12 000	42 552	30 313
Autres revenus	9	48 250	135 942	167 749
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	3 176 017	7 426 465	4 182 338
Charges				
Administration générale	12	514 183	533 068	453 353
Sécurité publique	13	618 548	634 931	678 286
Transport	14	694 668	628 481	580 393
Hygiène du milieu	15	552 849	498 346	358 451
Santé et bien-être	16	3 382	3 382	
Aménagement, urbanisme et développement	17	203 554	203 444	234 919
Loisirs et culture	18	312 784	351 405	344 974
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	154 695	372 284	3 013
	21	3 054 663	3 225 341	2 653 389
Excédent (déficit) de l'exercice	22	121 354	4 201 124	1 528 949
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		6 739 970	5 211 021
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(225 134)	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		6 514 836	5 211 021
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		10 715 960	6 739 970

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	121 354	4 201 124	1 528 949
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	781 521 ) (	1 090 429 ) (	2 334 629)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	191 053	210 018	191 053
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6		2 362	
	7	(590 468)	(878 049)	(2 143 576)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		6 570	(88 000)
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11		6 570	(88 000)
	12	(469 114)	3 329 645	(702 627)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(469 114)	3 329 645	(702 627)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(14 140 119)	(13 437 492)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		(225 134)	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(14 365 253)	(13 437 492)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(11 035 608)	(14 140 119)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	958 314	238 634
Placements temporaires	2		200 355
Débiteurs (note 5)	3	664 734	1 000 234
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	1 623 048	1 439 223
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	1 133 348	15 111 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	586 090	421 451
Revenus reportés (note 12)	13	14 343	2 388
Dette à long terme (note 13)	14	10 924 875	44 503
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	12 658 656	15 579 342
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(11 035 608)	(14 140 119)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	21 670 138	20 792 089
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	81 430	88 000
Autres actifs non financiers (note 17)	21		
	22	21 751 568	20 880 089
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	10 715 960	6 739 970

Obligations contractuelles (note 18)
Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 201 124	1 528 949
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	210 018	191 053
Autres			
- Redressement aux exercices ant.	3	(225 134)	
- Ajustement des taxes sur CLA	4	2 362	
	5	4 188 370	1 720 002
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	335 500	(109 425)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	164 639	(859 336)
Revenus reportés	9	11 955	1 211
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	6 570	(88 000)
Autres actifs non financiers	13		
	14	4 707 034	664 452
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 090 429)	(2 334 629)
Produit de cession	16		
	17	(1 090 429)	(2 334 629)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	11 082 000	
Remboursement de la dette à long terme	24	(14 453)	(13 059)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(13 977 652)	976 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(187 175)	
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(3 097 280)	962 941
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	519 325	(707 236)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	438 989	1 146 225
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	958 314	438 989

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité a été érigé de plein droit le 1er juillet 1855 par l'effet automatique de la loi intitulée "Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada de 1855"; elle est régie par le Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés dans l'exercice financier auquel ils s'appliquent et de façon brute afin d'enregistrer l'ensemble des activités économiques.

C) Actifs financiers

S.O.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût distinct.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition et amorties sur leur durée prévue d'utilisation selon la méthode linéaire, aux taux suivants:

INFRASTRUCTURES

Chemins, rues et ponts:	40 ans
Resurfaçage:	15 ans
Réseau d'éclairage:	20 ans
Terrain de jeux:	20 ans
Autres:	15, 20 et 40 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

BÂTIMENTS: 40 ans
VÉHICULES: 15 et 20 ans
AMEUBLEMENT ET ÉQUIPEMENT DE BUREAU
Ameublement: 10 ans
Équipement informatique: 5 ans
MACHINERIE, OUTILLAGE ET ÉQUIPEMENT
Voirie: 10 ans
Sécurité civile: 5 ans

Aucun amortissement n'a été calculé sur les immobilisations en cours.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Appariement fiscal pour revenus de transfert :
 - pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1 234 392	233 224
Placements temporaires	2	
Placements à long terme	3	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4 210 920	174 886
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6 269 642	576 394
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7 136 702	86 315
Organismes municipaux	8	
Autres		
- Mutations	9 19 459	36 948
- Autres recevables et intérêts	10 28 011	125 691
	11 664 734	1 000 234
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
Note		
7. Placements à long terme		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	
	24	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()
	27	()
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	4 416
Régimes de retraite des élus municipaux	32	16 246
	33	4 416
	33	16 246
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	
Note		
10. Emprunts temporaires		
11. Crédoiteurs et charges à payer		
Fournisseurs	37	213 996
Salaires et avantages sociaux	38	82 259
Dépôts et retenues de garantie	39	175 825
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Intérêts courus	42	114 010
-	43	
-	44	
-	45	
-	46	
	47	586 090
		421 451
Note		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48	14 343
Transferts	49	2 388
Autres		
-	50	
-	51	
	52	14 343
		2 388
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014					2013	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	5,50	2015	2019	53	11 112 050	44 503
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	11 112 050	44 503
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(187 175)	()
					63	10 924 875	44 503

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2014			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2015	64	72	80	13 169	89	509 000	97	522 169
2016	65	73	81	13 911	90	528 000	98	541 911
2017	66	74	82	2 970	91	547 000	99	549 970
2018	67	75	83		92	567 000	100	567 000
2019	68	76	84		93	3 863 000	101	3 863 000
2020 et +	69	77	85		94	5 068 000	102	5 068 000
	70	78	86	30 050	95	11 082 000	103	11 112 050
Intérêts et frais accessoires			87	()			104	()
	71	79	88	30 050	96	11 082 000	105	11 112 050

Note

	2014	2013	
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	106	(7 166 956)	(10 271 467)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(3 868 652)	(3 868 652)
Autres	108		
	109	(11 035 608)	(14 140 119)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
Infrastructures				
Eau potable	110	138	165	192
Eaux usées	111	139	166	193
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	1 238 470	140 527 883	194 1 766 353
Autres	113	712 437	141 16 886 216	195 17 598 653
Réseau d'électricité	114		142	196
Bâtiments	115	655 513	143 1 346 464	197 2 001 977
Améliorations locatives	116		144	198
Véhicules	117	881 661	145 18 321	199 897 620
Ameublement et équipement de bureau	118	84 506	146 26 521	200 (19 505) 130 532
Machinerie, outillage et équipement divers	119	327 894	147 34 546	201 19 505 342 935
Terrains	120	399 991	148	202 399 991
Autres	121		149	203
	122	<u>4 300 472</u>	150 <u>18 839 951</u>	204 <u>2 362</u> <u>23 138 061</u>
Immobilisations en cours	123	<u>17 787 597</u>	151 <u>(17 749 522)</u>	205 <u>38 075</u>
	124	<u>22 088 069</u>	152 <u>1 090 429</u>	206 <u>2 362</u> <u>23 176 136</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
Infrastructures				
Eau potable	125		153	180 207
Eaux usées	126		154	181 208
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	442 699	155 60 239	182 209 502 938
Autres	128	105 527	156 37 135	183 210 142 662
Réseau d'électricité	129		157	184 211
Bâtiments	130	398 227	158 16 388	185 212 414 615
Améliorations locatives	131		159	186 213
Véhicules	132	212 891	160 53 080	187 214 265 971
Ameublement et équipement de bureau	133	33 032	161 13 916	188 215 46 948
Machinerie, outillage et équipement divers	134	103 604	162 29 260	189 216 132 864
Autres	135		163	190 217
	136	<u>1 295 980</u>	164 <u>210 018</u>	191 <u>218</u> <u>1 505 998</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>20 792 089</u>		219 <u>21 670 138</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations				
Coût	220		223	225 227
Amortissement cumulé	221 (	) 224 (	) 226 (	) 228 (
Valeur comptable nette	222			229

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance	236	
Frais reportés		
-	237	
-	238	
	239	
Note		

18. Obligations contractuelles

Au 31 décembre 2014, la municipalité a des engagements contractuels pour le déneigement de ses routes pour un montant de 369,722 \$ ainsi que pour l'audit des états financiers pour un montant de 12,600 \$.

Les versements à effectuer au cours des prochains exercices sont les suivants:

2015	141,259 \$
2016	132,518 \$
2017	108,545 \$

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La municipalité cautionne une somme de 12,000 \$ auprès de la Caisse Populaire des Moissons sur demande de la Régie des Loteries et Courses du Québec en rapport avec le tirage organisé par le Club Optimiste de St-Michel. La caution expirera 1 an et 3 mois après la date prévue pour la remise complète et entière des prix offerts lors du tirage du 28 mars 2015.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

d) Autres
S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Au 31 décembre 2013, un montant de 237,334 \$ était inscrit comme subvention à recevoir en rapport au programme de la TECQ. Par contre, ce montant correspondait au volet provincial de ce programme, qui est remboursable sur une durée de 20 ans, il a donc été enlevé des subventions à recevoir. De plus, pour ce même exercice, des versements ont été encaissés de ce programme qui incluaient un montant de 12,200 \$ à titre de revenus d'intérêts. Un montant net de 225,134 \$ a donc été imputé au redressement aux exercices antérieurs.

21. Données budgétaires

Le budget présenté au rapport financier réfère à celui adopté par la municipalité et n'a pas fait l'objet d'un audit.

22. Instruments financiers

S.O.

	2014	2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	240 958 314	238 634
Découvert bancaire	241 () ()	()
Placements temporaires	242	200 355
<i>Ajouter</i>		
-	243	
-	244	
-	245	
-	246	
<i>Déduire</i>		
-	247 () ()	()
-	248 () ()	()
-	249 () ()	()
-	250 () ()	()
-	251 () ()	()
-	252 () ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	253 958 314	438 989

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 329 775	790 301
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 614 218	575 048
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (317 255) ()	
Financement des investissements en cours	4 (656 042)	(15 372 965)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 10 745 264	20 747 586
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 10 715 960	6 739 970

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Équilibre budgétaire	8 330 690	328 405
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 330 690	328 405

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18	
-	19	
-	20	
	21	

Réserves financières

-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 50 000	200 000
Fonds parcs et terrains de jeux	29 46 353	46 643
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	
Financement des activités de fonctionnement	33 187 175	
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 283 528	246 643
	39 614 218	575 048

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

2014

2013

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**Modifications comptables du 1^{er} janvier 2000

Salaires et avantages sociaux	40 ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 ()	()

Avantages sociaux futurs

Déficit initial au 1^{er} janvier 2007

Régimes capitalisés	42 ()	()
Régimes non capitalisés	43 ()	()

Avantages postérieurs au 1^{er} janvier 2007

Régimes capitalisés

Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ()	()
Autres	45 ()	()

Régimes non capitalisés

Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ()	()
---	------	--	---	---	--	---

Mesures transitoires relatives à la TVQ

Utilisation du fonds général	48 ()	()
------------------------------	------	--	---	---	--	---

Utilisation du fonds de roulement

Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 (130 080)	()
--	------	---------	---	---	--	---

Autres

-	51 ()	()
---	------	--	---	---	--	---

-	52 ()	()
---	------	--	---	---	--	---

	53 (130 080)	()
--	------	---------	---	---	--	---

Financement à long terme des activités de fonctionnement

Mesure transitoire relative à la TVQ

Autre financement	55 (187 175)	()
-------------------	------	---------	---	---	--	---

	56 (317 255)	()
--	------	---------	---	---	--	---

Financement des investissements en cours

Financement non utilisé

Investissements à financer	58 (656 042)	(15 372 965)
----------------------------	------	---------	---	---	------------	---

	59	(656 042)			(15 372 965)	
--	----	-----------	--	--	--------------	--

Investissement net dans les immobilisations et autres actifs

Éléments d'actif

Immobilisations	60	21 670 138			20 792 089	
-----------------	----	------------	--	--	------------	--

Propriétés destinées à la revente

Prêts	62					
-------	----	--	--	--	--	--

Placements à titre d'investissement

Participations dans des entreprises municipales	64					
---	----	--	--	--	--	--

	65	21 670 138			20 792 089	
--	----	------------	--	--	------------	--

Éléments de passif correspondant

Dette à long terme	66	10 924 875			44 503	
--------------------	----	------------	--	--	--------	--

Frais reportés liés à la dette à long terme

Montants des débiteurs et autres montants affectés	67	187 175				
--	----	---------	--	--	--	--

au remboursement de la dette à long terme

Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 (187 176)	()
---	------	---------	---	---	--	---

Autres dettes n'affectant pas l'investissement net

	70 ()	()
--	------	--	---	---	--	---

	71	10 924 874			44 503	
--	----	------------	--	--	--------	--

Dette en cours de refinancement et autres éléments

	72					
--	----	--	--	--	--	--

	73	10 924 874			44 503	
--	----	------------	--	--	--------	--

	74	10 745 264			20 747 586	
--	----	------------	--	--	------------	--

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	_____
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	_____
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66	
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)
	68	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres	73	
	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76	
Charge de l'exercice	77	
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85	
Autres hypothèses économiques	86	
	87	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

R.E.E.R. individuel

		<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91	<u>4 416</u>	<u>16 246</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 Oui
93 Non

		<u>2014</u>	<u>2013</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	94		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2014</u>	<u>2013</u>
Cotisations des élus au RREM	95		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97		
	98		

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Administration municipale

Dette à long terme	1	11 112 050
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	656 042
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	3 868 652
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	7 899 440
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	7 899 440
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	7 899 440
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	7 899 440
---	----	-----------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TAXES		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 304 872	2 396 589	2 326 962
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	2 304 872	2 396 589	2 326 962
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11	130 645	139 858	131 122
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	213 690	219 612	202 088
Autres				
-Champs d'épuration	14		2 748	7 774
-Cours d'eau	15	150 000	87 044	348
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	124 560		
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	618 895	449 262	341 332
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	618 895	449 262	341 332
	26	2 923 767	2 845 851	2 668 294

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30	1 300	1 311
	31	1 300	1 311
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32	2 700	2 871
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	8 500	8 591
	35	11 200	11 462
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	12 500	12 773
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	12 500	12 773

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	13 500	15 614
Enlèvement de la neige	58		15 162
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70	101 000	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	28 000	51 206
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	71 484	
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	586	16 038
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	41 500	209 222
			82 406

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	14 953	14 952
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109	3 886 636	770 989
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	42 000	6 874
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité			
	128		
	129	3 943 589	792 815

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		150 420
	138		150 420
TOTAL DES TRANSFERTS	139 41 500	4 152 811	1 025 641

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	20 000	33 364
Sécurité civile	146		29 902
Autres	147		
	148	20 000	33 364
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181	20 000	33 364
			29 902

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	12 000	26 396	17 686
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184		3 717	4 556
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190		2 079	10 559
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193			
Réseau d'électricité	194			
	195	12 000	32 192	32 801
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	32 000	65 556	62 703
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	21 000	28 779	32 984
Droits de mutation immobilière	198	75 000	128 043	163 628
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	96 000	156 822	196 612
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	10 000	14 449	18 253
INTÉRÊTS	203	12 000	42 552	30 313
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		14 710	15 600
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211	48 250	121 232	152 149
	212	48 250	135 942	167 749

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
1	88 112	91 097		91 097	87 415
2	4 000	4 481		4 481	6 552
3	368 332	383 537	15 944	399 481	317 638
4					3 898
5	38 659	38 009		38 009	37 850
6					
7					
8	499 103	517 124	15 944	533 068	453 353
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
9	322 195	321 898		321 898	342 916
10	241 732	250 956	42 931	293 887	327 975
11	15 106	17 330	1 816	19 146	7 395
12	1 891				
13	580 924	590 184	44 747	634 931	678 286
TRANSPORT					
14	441 543	374 527	96 675	471 202	410 336
15	130 490	125 439		125 439	135 913
16	13 711	13 394		13 394	13 254
17	13 983	4 494		4 494	20 890
18					
19					
20					
21	2 000	13 952		13 952	
22	601 727	531 806	96 675	628 481	580 393

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				
Réseau de distribution de l'eau potable	24				
Traitement des eaux usées	25	53 588	48 595	48 595	58 050
Réseaux d'égout	26	78 912	76 065	78 830	16 360
Matières résiduelles			2 765		
Déchets domestiques et assimilés	27	259 522	272 979	272 979	283 797
Collecte et transport	28				
Élimination					
Matières recyclables					
Collecte sélective	29				
Collecte et transport	30				
Tri et conditionnement	31				
Matières organiques	32				
Collecte et transport	33				
Traitement	34				
Matériaux secs	35				
Autres	36				
Plan de gestion	37	160 827	97 942	97 942	244
Autres	38				
Cours d'eau	39				
Protection de l'environnement	40	552 849	495 581	498 346	358 451
Autres			2 765		
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41				
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	3 382	3 382	3 382	
	44	3 382	3 382	3 382	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	173 969	174 239	178 655	210 399
Rénovation urbaine	46				
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens	48	18 892	17 220	17 220	13 787
Promotion et développement économique	49				
Industries et commerces	50				
Tourisme	51	8 037	7 569	7 569	10 733
Autres	52	200 898	199 028	203 444	234 919

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	56 323	48 199	11 252	59 451
Patinoires intérieures et extérieures	54	3 452	4 936		4 936
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56	52 905	52 530	34 219	86 749
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	55 095	43 766		43 766
Autres	59	167 775	149 431	45 471	194 902
	60				193 657
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	50 194	45 389		45 389
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64		27 327		27 327
Autres	65	52 063	83 787		83 787
	66	102 257	156 503		156 503
	67	270 032	305 934	45 471	351 405
	68				344 974
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	154 695	272 711		272 711
Autres frais	70				
Autres frais de financement	71				
Avantages sociaux futurs	72		99 573		99 573
Autres	73	154 695	372 284		372 284
					856
					3 013
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	74	191 053	210 018	(210 018)	

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de Saint-Michel (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Michel Beaulieu, CPA auditeur, CA

DATE 2015-05-26

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>2 845 851</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u><u>2 845 851</u></u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	2 845 851
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<u> </u>
Total partiel	4	<u>2 845 851</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	46 838
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
	10	<u>46 838</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>2 799 013</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>357 519 300</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>367 515 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>362 517 200</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>2 799 013</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>362 517 200</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	[] [] , [7] [7] [2] [1] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	103 748	1 407 892
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	457 789	18 049
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	29 185	19 601
Autres infrastructures	11	23 639	91 417
Réseau d'électricité	12		88 723
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	189 116	132 731
Édifices communautaires et récréatifs	14	23 639	88 855
Améliorations locatives	15		697 602
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	18 321	18 542
Ameublement et équipement de bureau	18	37 823	26 521
Machinerie, outillage et équipement divers	19	20 330	81 352
Terrains	20		93 019
Autres	21		
	22	781 521	1 090 429
			2 334 629

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	638 901	106 772
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	103 748	1 407 892
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	347 780	819 965
	34	1 090 429	2 334 629

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	44 503	11 082 000	14 453	11 112 050
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	44 503	11 082 000	14 453	11 112 050
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12		6 263 348		6 263 348
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	44 503	950 000	14 453	980 050
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	44 503	7 213 348	14 453	7 243 398
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22		3 868 652		3 868 652
Prêts	23				
Autres	24				
	25		3 868 652		3 868 652
	26	44 503	11 082 000	14 453	11 112 050
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	44 503	11 082 000	14 453	11 112 050

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	38 009	38 009	37 850
Autres	3	17 520	17 520	26 861
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	13 237	13 237	17 102
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	5 805	5 805	5 839
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	4 216	4 216	2 404
Cours d'eau	13	10 827	10 827	
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17	3 382	3 382	
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	16 984	16 984	13 830
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	18 892	18 892	13 787
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	1 353	1 353	2 732
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	130 225	130 225	120 405

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale					
1 Cadres et contremaîtres	2,00	35,00	71 044	20 657	91 701
2 Professionnels					
3 Cols blancs	5,00	35,00	161 628	33 225	194 853
4 Cols bleus	8,00	40,00	274 853	59 984	334 837
5 Policiers					
6 Pompiers	25,00	5,00	127 646	18 002	145 648
7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)					
8	40,00		635 171	131 868	767 039
9	7,00		61 419	7 696	69 115
10 Élus	47,00		696 590	139 564	836 154

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Gouvernement du Québec		Total
	Fonctionnement	Investissement	
11 Transport en commun			
Eau et égout			
12 Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
13 Réseau de distribution de l'eau potable			
14 Traitement des eaux usées	101 000	17 984	3 868 652
15 Réseaux d'égout	108 222	56 953	165 175
16 Autres			
17	209 222	74 937	4 152 811

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Administration générale												
Application de la loi	1	4 481	27	53	4 481	79	105	4 481	131			
Évaluation	2	38 009	28	54	38 009	80	106	38 009	132			
Autres	3	474 634	29	55	490 578	81	107	464 182	133			
	4	517 124	30	56	533 068	82	108	506 672	134			
Sécurité publique												
Police	5	321 898	31	57	321 898	83	109	321 898	135			
Sécurité incendie	6	250 956	32	58	293 887	84	110	260 523	136			
Sécurité civile	7	17 330	33	59	19 146	85	111	19 146	137			23 185
Autres	8		34	60		86	112		138			
	9	590 184	35	61	634 931	87	113	601 567	139			23 185
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	374 527	36	62	471 202	88	114	467 485	140			2 258
Enlèvement de la neige	11	125 439	37	63	125 439	89	115	125 439	141			
Autres	12	17 888	38	64	17 888	90	116	17 888	142			
Transport collectif	13		39	65		91	117		143			
Autres	14	13 952	40	66	13 952	92	118	13 952	144			
	15	531 806	41	67	628 481	93	119	624 764	145			2 258
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42	68		94	120		146			
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43	69		95	121		147			
Traitement des eaux usées	18	48 595	44	70	48 595	96	122	48 595	148			
Réseaux d'égout	19	76 065	45	71	78 830	97	123	78 830	149			346 841
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	272 979	46	72	272 979	98	124	272 979	150			
Matières recyclables	21		47	73		99	125		151			
Autres	22		48	74		100	126		152			
Cours d'eau	23	97 942	49	75	97 942	101	127	2 079	153			95 863
Protection de l'environnement	24		50	76		102	128		154			
Autres	25		51	77		103	129		155			
	26	495 581	52	78	498 346	104	130	2 079	156			346 841

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité	Charges avant amortissement		Amortissement des immo-bilisations	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=					
Santé et bien-être							
Logement social	157	172	187	202	217	232	232
Sécurité du revenu	158	173	188	203	218	233	233
Autres	159	174	189	204	219	234	234
		3 382		3 382		3 382	
	160	3 382	175	3 382	220	3 382	235
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	161	174 239	176	178 655	221	178 655	236
Rénovation urbaine	162		177	207	222		237
Promotion et développement économique	163	17 220	178	17 220	223	17 220	238
Autres	164	7 569	179	7 569	224	7 569	239
	165	199 028	180	203 444	225	203 444	240
Loisirs et culture							
Activités récréatives	166	149 431	181	194 902	226	194 902	241
Activités culturelles	167	45 389	182	45 389	227	45 389	242
Bibliothèques	168	111 114	183	111 114	228	111 114	243
Autres	169	305 934	184	351 405	228	351 405	244
	170		185	215	230		245
Réseau d'électricité							
	171	2 643 039	186	2 853 057	231	2 787 501	372 284

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 090 429	2 334 629
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 090 429	2 334 629

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	790 301	446 140
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	12 200	
Solde redressé au début de l'exercice	3	802 501	446 140
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	(142 036)	672 566
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(330 690)	(328 405)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(472 726)	344 161
Solde à la fin de l'exercice	12	329 775	790 301
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	328 405	561 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	328 405	561 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(328 405)	(561 000)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	330 690	328 405
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	2 285	(232 595)
Solde à la fin de l'exercice	22	330 690	328 405
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	246 643	231 043
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	246 643	231 043
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	201 885	15 600
Activités d'investissement	27	(165 000)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	36 885	15 600
Solde à la fin de l'exercice	31	283 528	246 643

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>		2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	()	()
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
	39	()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	40	()	()
Utilisation du fonds de roulement	41	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	130 080	()
Autres	43	()	()
	44	(130 080)	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	45	()	()
Autre financement	46	187 175	()
	47	(317 255)	()
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement			
	48		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement			
	49		
	50		
Solde à la fin de l'exercice	51	(317 255)	()
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	52	(15 372 965)	(14 618 113)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	(237 335)	
Solde redressé au début de l'exercice	54	(15 610 300)	(14 618 113)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales			
	55	14 954 258	(754 852)
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
	56		
Excédent de fonctionnement affecté			
	57		
Réserves financières et fonds réservés			
	58		
	59	14 954 258	(754 852)
Solde à la fin de l'exercice	60	(656 042)	(15 372 965)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	61	20 747 586	18 590 951
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	2 362	
Solde redressé au début de l'exercice	63	20 749 948	18 590 951
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement			
	64		
Excédent de fonctionnement affecté			
	65		
Variation résiduelle de l'exercice	66	(10 004 684)	2 156 635
Solde à la fin de l'exercice	67	10 745 264	20 747 586

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>200 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>200 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>200 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÉGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
	1	2	3	4	5	6	7
Montant non réservé	1						
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 4 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 6 □ 4 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 0 , □ 8 □ 9 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 0 , □ 8 □ 9 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 6 □ 4 □ 0 □ 0 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
 (Montant fixe)
Par unité de logement

Eau	1	[] [] [] , [] []	\$
Égout	2	[] [] [] , [] []	\$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] []	\$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] []	\$
Matières résiduelles	5	[1] [7] [0] , [0] [0]	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Entretien usine d'épuration du Golf	300,0000	4	
Entretien usine d'épuration Des Merles	250,0000	4	
Terrains vacants - usine d'épuration	300,0000	4	
Réseau d'égoûts - entretien	100,0000	4	
Service de la dette	180,0000	4	
Usine d'épuration - champs communautaire	15,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	407 730	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1700 rue Principale
(no) (rue)
Saint-Michel (Québec) J0L 2J0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 454-4502
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 454-7508
(ind. rég.) (numéro)

Courriel stmichel@cstsm.com

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Mme Caroline Provost

Téléphone (450) 454-4502
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 454-7508
(ind. rég.) (numéro)

Courriel stmichel@cstsm.com

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Michel Beaulieu

Titre CPA auditeur CA

Adresse 267 St-Jacques
(no) (rue)
Napierville (Québec) J0J 1L0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 245-7471
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 245-0058
(ind. rég.) (numéro)

Courriel michel@mbeaulieucpa.ca

Responsable du dossier M. Michel Beaulieu

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Caroline Provost , atteste que le rapport financier de Saint-Michel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-05-27 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Michel consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Michel détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 4 201 124 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de ,7721 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-05-20 10:52:03

Date de transmission au Ministère : 2015/06/02

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Saint-Michel

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	3 176 017	3 471 761	3 380 178
Investissement	2		3 954 704	802 160
	3	3 176 017	7 426 465	4 182 338
Charges	4	3 054 663	3 225 341	2 653 389
Excédent (déficit) de l'exercice	5	121 354	4 201 124	1 528 949
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	3 954 704 ) (	802 160)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	121 354	246 420	726 789
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	191 053	210 018	191 053
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		187 175	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	24 291 ) (	12 091 ) (	13 059)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	616 521 ) (	1 032 520 ) (	777 617)
Excédent (déficit) accumulé	12	328 405	256 600	545 400
Autres éléments de conciliation	13		2 362	
	14	(121 354)	(388 456)	(54 223)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		(142 036)	672 566

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Actifs financiers			
Débiteurs	1	664 734	1 000 234
Autres	2	958 314	438 989
	3	1 623 048	1 439 223
Passifs			
Dette à long terme	4	10 924 875	44 503
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	1 733 781	15 534 839
	7	12 658 656	15 579 342
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(11 035 608)	(14 140 119)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	21 670 138	20 792 089
Autres	10	81 430	88 000
	11	21 751 568	20 880 089
Excédent (déficit) accumulé	12	10 715 960	6 739 970

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	329 775	790 301
Excédent de fonctionnement affecté			
- Équilibre budgétaire	14	330 690	328 405
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	330 690	328 405
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	283 528	246 643
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(317 255)	()
Financement des investissements en cours	27	(656 042)	(15 372 965)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	10 745 264	20 747 586
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	10 715 960	6 739 970

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	2 923 767	2 845 851	2 668 294
Compensations tenant lieu de taxes	2	12 500	12 482	12 773
Quotes-parts	3			
Transferts	4	41 500	209 222	232 826
Services rendus	5	32 000	65 556	62 703
Autres	6	166 250	338 650	403 582
	7	3 176 017	3 471 761	3 380 178
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10		3 943 589	792 815
Autres	11		11 115	9 345
	12		3 954 704	802 160
	13	3 176 017	7 426 465	4 182 338

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	38 659	38 009	38 009	37 850
Autres	2	460 444	479 115	15 944	415 503
Sécurité publique					
Police	3	322 195	321 898	321 898	342 916
Sécurité incendie	4	241 732	250 956	42 931	327 975
Autres	5	16 997	17 330	1 816	7 395
Transport					
Réseau routier	6	599 727	517 854	96 675	614 529
Transport collectif	7				
Autres	8	2 000	13 952	13 952	
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	132 500	124 660	2 765	74 410
Matières résiduelles	10	259 522	272 979		283 797
Autres	11	160 827	97 942	97 942	244
	12	3 382	3 382	3 382	
Santé et bien-être					
Aménagement, urbanisme et développement	13	173 969	174 239	4 416	210 399
Aménagement, urbanisme et zonage	14	18 892	17 220	17 220	13 787
Promotion et développement économique	15	8 037	7 569	7 569	10 733
Autres	16	270 032	305 934	45 471	344 974
Loisirs et culture	17				
Réseau d'électricité	18	154 695	372 284		372 284
Frais de financement	19	191 053	210 018	(210 018)	
Amortissement des immobilisations	20	3 054 663	3 225 341	3 225 341	2 653 389

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3